

## **Appel à communications - Colloque pluridisciplinaire et international**

### **Hybridation politique des mouvements sociaux et démocratie : stratégies de représentation, délibération et participation des acteurs**

Grégoire MOLINATTI, Christiane RAFIDINARIVO, Bernard IDELSON (s./d.)

Laboratoire de recherche sur les espaces Créolophones et Francophones (LCF-EA 7390)  
**Université de La Réunion, Saint-Denis, 22, 23 et 24 octobre 2020**

À l'échelle mondiale, dans de nombreux pays, une multitude de mouvements sociaux et politiques se sont déployés au cours de ces derniers mois. Ils sont déclenchés par l'augmentation des prix de produits et/ou de services (l'essence en France, en Équateur, en Iran, le pain au Soudan, le ticket de métro au Chili ou les appels téléphoniques au Liban...), et/ou par des formes autoritaires d'exercice du pouvoir (Algérie, Venezuela, Hong Kong, Kazakhstan, Russie, Guinée, Catalogne, Bolivie, Madagascar ou Éthiopie...), ou encore des violences faites aux femmes (Mexique...). Ces mouvements traduisent les aspirations des peuples à plus de justice sociale et de démocratie, sur fond de crise de la représentation (Rouban, 2018 et 2019). Nous appelons hybridation politique le fait que la contestation du régime ou de l'ordre politique émerge au sein de mouvements sociaux. Il arrive qu'elle se traduise par des expérimentations citoyennes de contestation et de délibération (Reber, 2017). Dans certains cas, celles-ci ont donné lieu à la mise en place de procédures délibératives et/ou participatives par les institutions politiques dans un processus d'institutionnalisation (Molinatti, Rafidinarivo, 2019). Les espaces publics pluriels travaillés par les conflits sociaux et politiques, et qui ne sont plus ou peu structurés par la représentation politique, sont également transformés par les nouvelles pratiques démocratiques.

Ce colloque pluridisciplinaire (science politique, sciences du langage, sciences de l'information et de la communication, philosophie, anthropologie, géographie) invite à documenter et à mettre en perspective les interactions entre les stratégies de contestation, de délibération, de participation des acteurs impliqués dans ces mouvements sociaux et politiques.

Trois axes de réflexion sont proposés :

- 1 - les processus d'hybridation politique des mouvements sociaux, de reconfiguration de l'espace public politique et de démocratisation ;
- 2 - les enquêtes citoyennes visant à atteindre une forme de justice épistémique au sein des contestations et des délibérations ;
- 3 - les médiations sociales à l'œuvre dans les contestations.

### **Axe 1 : Hybridation politique des mouvements sociaux, reconfiguration de l'espace public politique et démocratisation**

Les mouvements sociaux contribuent d'une part, à une dynamique des contre-publics et les débats qui en découlent (re)configurent des espaces publics (Fraser, 2001).

D'autre part, les protestations et revendications tendent à susciter un débat voire un dialogue entre citoyens critiques (Foucault, 2019) et dirigeants ainsi que les élus, élargissant ou créant un espace public politique (Habermas, 1992).

Les silences des acteurs (Dotson, 2011) participent de ce double processus de (re)configuration (Rafidinarivo, 2020).

Des spécificités de celui-ci se révèlent avec l'hybridation politique des mouvements sociaux caractérisée par la contestation politique conjuguée aux protestations et revendications. La justice est aussi un terrain et également un objet de contestation, notamment sur l'usage de la force par les acteurs.

L'ensemble de ce processus est observable par l'analyse des stratégies des acteurs et leur impact sur les reconfigurations de l'espace et des espaces publics politiques.

Cela permet d'analyser les procédés mis en œuvre par les acteurs dans ceux-ci pour atteindre leurs objectifs ainsi que leur impact sur la démocratisation.

Les propositions de communication de cet axe pourront s'appuyer sur des corpus quantitatifs (Bono, Foucault, 2019 ; Fourniau, Foucault, Guiheneuf, 2019) et/ou qualitatifs. Elles pourront analyser la dynamique des stratégies des acteurs avec celle de l'espace public et/ou des espaces publics politiques et explorer ainsi comment se pratique la critique citoyenne et comment s'exerce la citoyenneté critique (Foucault, 2019 ; Reber, 2018) : qui débat, dialogue avec qui et comment ? Qui conteste qui et comment ? Qui se tait et comment ? Quel en est l'impact sur la (non) transformation politique (non) institutionnelle ? Sur la démocratisation : plus ou moins de démocratie représentative, délibérative, participative et avec quelles interactions ? Quelle institutionnalisation (ou non) et comment (North, Wallis, Weingast, 2009) de l'hybridation politique de ces mouvements sociaux contestataires ?

### **Axe 2 : Enquêtes citoyennes et (in)justices épistémiques**

Que ce soit au plus fort des mouvements sociaux ou dans le cadre de dispositifs délibératifs et participatifs, les citoyen.ne.s mobilisé.e.s ne cessent d'enquêter pour formuler et rendre publics des problèmes politiques, pour proposer des réponses et argumenter, pour envisager des modes d'action. L'enquête citoyenne apparaît donc bien comme une pratique sociale centrale dans le fonctionnement d'une démocratie, au sens où elle permet aux publics de préciser ses intérêts et aux décideurs d'évaluer les situations sociales qui posent problème (Dewey, 1927). L'enquête citoyenne a été travaillée par une diversité de courants de recherche. La sociologie pragmatique des épreuves et la sociologie politique (Chateauraynaud, 2011 ; Barthe *et al.*, 2013 ; Neveu 2015) ont abordé l'enquête citoyenne, en particulier autour des

controverses sociotechniques (Debaz, 2017). Nombre de travaux ont envisagé les modalités de construction de « savoirs citoyens » ainsi que leurs modes de (dé)légitimation politique (Deboulet, Nez, 2013). Des recherches en sciences de l'information et de la communication participent également à préciser la figure du citoyen enquêteur à travers l'analyse des dispositifs qui encadrent l'enquête ainsi que des pratiques communicationnelles qui s'y déploient (Badouard, Mabi, 2015 ; Carlino, Stein, 2019). Les modalités d'outillage des citoyens enquêteurs sont pour leur part, travaillées en sciences de l'éducation (Simonneaux *et al.*, 2019 ; Bencze, Alsop, 2014).

Au sein de cet axe, les propositions de communication peuvent ainsi se revendiquer d'horizons théoriques très variés, mais il s'agira de documenter et discuter, comment est éprouvée en contexte, dans le temps de l'enquête, une épistémologie de la résistance à la domination sociale (Medina, 2012). Les propositions pourront ainsi aborder les dynamiques de constitution de collectifs citoyens qui initient l'enquête ou au contraire la clôture, même temporairement. Elles pourront documenter les modalités de recueil et d'analyse des informations nécessaires à leur enquête comme les processus d'élaboration de réponses et d'actions possibles. Il pourra également être question de discuter comment les citoyen.ne.s enquêteurs.trices communiquent autour de leurs enquêtes et avec quelles formes de réflexivités.

### **Axe 3 : Médiations, traitement journalistique et réseaux sociaux numériques**

Les revendications des mouvements sociaux citoyens et les délibérations qui y ont trait s'expriment et circulent sur des supports informationnels. Ces formes de médiations du mouvement citoyen et de la parole délibérative dans l'espace public peuvent être analysées en plusieurs catégories :

- 1) les médias « établis » (Bousquet *et al.*, 2010 : 56) : presse écrite et audiovisuelle professionnelle et leur émanation électronique sur internet ;
- 2) les plateformes web dédiées à l'organisation et à l'expression de la « parole citoyenne » ;
- 3) les réseaux sociaux numériques (RSN) considérés comme dispositifs techniques dans lesquels circulent les discours médiés des deux précédentes catégories.

On décrypte ainsi un double niveau de médiation de l'expression démocratique de la parole contestataire. Une forme de convergence (Cardon, 2019) dans les usages et dans les modalités d'expression apparaît dans cette configuration (nouvelle ?) de la parole contestataire. Pour autant, l'appropriation des RSN par les acteurs du mouvement révèle parfois un « angle mort » du mouvement par sa non prise en considération dans la sphère journalistique (Joux, 2019 : 31). L'hybridation entre production professionnelle (des journalistes patentés) et production ordinaire (des acteurs profanes qui relatent et commentent le mouvement) (Ruellan, 2007) devient un point nodal de l'analyse de la médiation de cette expression revendicative.

Ainsi problématisées, les propositions de communication de cet axe pourront concerner l'analyse de corpus relevant de ces catégories de supports ainsi que des entretiens avec des acteurs du mouvement à propos de leurs propres pratiques d'information : i.e. comment ils s'informent et comment ils informent.

Les études de cas contextualisées et historicisées pourront permettre d'appréhender les phénomènes communicationnels des mouvements délibératifs d'un point de vue comparatif. Il s'agira alors de (re)sociologier les traces d'activités numériques, afin d'échapper à des postures qui seraient trop empreintes de déterminisme technique (Ouakrat, Mésangeau, 2016).

## BIBLIOGRAPHIE

- BADOUARD, Romain, MABI, Clément, 2015, « Controverses et débat public : nouvelles perspectives de recherche », *Revue Hermès*, n°73, p. 225-231.
- BARTHE, Yannick, de BLIC Damien, HEURTIN Jean-Philippe, LAGNEAU Éric, LEMIEUX Cyril, LINHARDT Dominique, MOREAU DE BELLAING Cédric, RÉM Catherine, TROM Danny, 2013, « Sociologie pragmatique : mode d'emploi », *Politix*, n°103, p. 175-204.
- BENCZE Lawrence, ALSOP Steve, 2014, (eds.) « Activist Science and Technology Education », *Cultural Studies of Science Education* 9, DOI 10.1007/978-94-007-4360-1\_31.
- BONO Pierre-Henri, FOUCAULT Martial, 4 avril 2019, Grand débat national. Radioscopie des réunions d'initiative locales, Paris, Sciences Po – CEVIPOF.
- BOUSQUET Franck, MARTY Emmanuel, SMYRNAIOS Nikos, 2015, « Les nouveaux acteurs en ligne de l'information locale », *Sur le journalisme*, Vol. 4, n°2.
- CARDON Dominique, 2019, *Culture numérique*, Paris, Les Presses de Sciences Po, Les Petites humanités.
- CARLINO Vincent, STEIN Marieke (éd.), (à paraître), « Les paroles militantes dans les controverses environnementales. Constructions, légitimations, limites », *Questions de communication*, Série Actes.
- CHATEAURAYNAUD Francis, 2011, *Argumenter dans un champ de forces*, Essai de balistique sociologique, Paris, Pétra.
- DEBAZ, Josquin, 2017, « Entre science et société, les controverses comme enquêtes collectives », *Zilsel*, n°2, p. 149-166.
- DEBOULET Agnès, NEZ Héloïse, 2013, *Savoirs citoyens et démocratie urbaine*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- DOTSON Kristie, 2011, « Tracking Epistemic Violence, Tracking Practices of Silencing », *Hypatia* 26(2), p. 236-257.
- FOUCAULT Martial, (ed.), 2019, « Special issue on critical French citizen », « Numéro spécial sur la citoyenneté française critique », *French Politics* 17, 403-406, 2019, <https://doi.org/10.1057/s41253-019-00102-9>.
- FOURNIAU Jean-Michel, FOUCAULT Martial et GUIHENEUF Pierre-Yves, 2019, « Le "Grand Débat National" : un exercice inédit, une audience modérée au profil socioéconomique opposé à celui des Gilets Jaunes », Communiqué de l'observatoire des débats : <http://observdebats.hypotheses.org/files/2019/04/Note-de-synthèse-de-l'Observatoire-des-débats.pdf>.
- FRASER Nancy, 2001, « Repenser la sphère publique : une contribution à la critique de la démocratie telle qu'elle existe réellement », *Revue Hermès*, n°31, p. 125-156 : [file:///C:/Users/Utilisateur/Downloads/HERM\\_031\\_0125.pdf](file:///C:/Users/Utilisateur/Downloads/HERM_031_0125.pdf).
- HABERMAS Jürgen, Automne 1992, « L'espace public, 30 ans après », in « Les espaces publics », *Quaderni*, n°18, p. 161-191 : [https://www.persee.fr/doc/quad\\_0987-1381\\_1992\\_num\\_18\\_1\\_977](https://www.persee.fr/doc/quad_0987-1381_1992_num_18_1_977).
- JOUX Alexandre, 2019, « Des journalistes pas comme les autres. Le traitement médiatique des Gilets jaunes, un révélateur des tensions qui traversent le journalisme », *Les Cahiers du numérique*, 2019/3, Vol. 15, p. 29-52, <https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-du-numerique-2019-3-page-29.htm>.
- MEDINA José, 2012, *The Epistemology of Resistance. Gender and Racial Oppression, Epistemic Injustice, and the Social Imagination*, Oxford, Oxford University Press.

- MOLINATTI Grégoire, RAFIDINARIVO Christiane, 2019, « Dynamiques d'institutionnalisation d'une épreuve démocratique : Les innovations institutionnelles délibératives en réponse au mouvement des Gilets Jaunes à La Réunion », in colloque *Localiser l'épreuve démocratique. Assemblages, circulations, imaginaire*, Groupe d'Intérêt Scientifique CNRS Démocratie et participation (Actes à paraître).
- NEVEU Érik, 2015, *Sociologie politique des problèmes publics*, Paris, Armand Colin.
- NORTH Douglass, WALLIS John J., WEINGAST Barry R., 2009, *Violence and social orders: a Conceptual Framework for interpreting Recorded Human History*, Cambridge, Cambridge University.
- OUAKRAT Alan, MÉSANGEAU Jullien, 2016, « Resocialiser les traces d'activités numériques : une proposition qualitative pour les SIC », *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, <https://journals.openedition.org/rfsic/1795>.
- RAFIDINARIVO Christiane, 1<sup>er</sup> mars 2020, « Essor et déclin des gilets jaunes de La Réunion dans l'espace public », *The Conversation*, <https://theconversation.com/essor-et-declin-des-gilets-jaunes-de-la-reunion-dans-lespace-public-131958>.
- REBER Bernard, 2017, *La délibération des meilleurs des mondes. Entre précaution et pluralisme*, Volume 3, ISTE Éditions.
- REBER Bernard, 2018, « De la citoyenneté critique à la citoyenneté critique », in AYRAULT Jean-Marc, Dusan SIDJANSKI et François SAINT-OUEN (dir.), *L'Avenir de l'Union européenne. Défis et initiatives*, Publications du Centre de compétences Dusan Sidjanski en Études européennes, Université de Genève, Global Studies Institute, 3, Genève, p. 125-142.
- ROUBAN Luc, 2018, *La démocratie représentative est-elle en crise?*, Paris, La Documentation française.
- ROUBAN Luc, 2019, *La matière noire de la démocratie*, Paris, Les Presses de Sciences Po.
- RUELLAN Denis, 2007, « Penser le "journalisme citoyen" », *M@rsouin*, [http://www.marsouin.org/IMG/pdf/Ruellan\\_13-2007.pdf](http://www.marsouin.org/IMG/pdf/Ruellan_13-2007.pdf).
- SIMONNEAUX Jean, (dir.), 2019, *La démarche d'enquête. Une contribution à la didactique des questions socialement vives*, Dijon, Educagri éditions.

*Lors de la dernière demi-journée du colloque, des tables rondes réuniront les chercheur.e.s et des acteurs de la participation (citoyen.ne.s engagé.e.s, élus locaux, institutionnels, professionnels des médias) autour des trois axes de réflexion retenus.*

## **MODALITÉS DE SOUMISSION DES PROPOSITIONS**

Les propositions pourront être rédigées en anglais ou en français et n'excéderont pas 5000 signes (bibliographie et espaces compris).

Elles seront évaluées en double aveugle : indiquer les coordonnées de l'auteur·e uniquement sur la première page (prénom, NOM, coordonnées@, unité de recherche, établissement).

Merci de bien vouloir adresser vos propositions par courriel à : [gregoire.molinatti@univ-reunion.fr](mailto:gregoire.molinatti@univ-reunion.fr), [christiane.rafidinarivo@sciencespo.fr](mailto:christiane.rafidinarivo@sciencespo.fr), [bernard.idelson@univ-reunion.fr](mailto:bernard.idelson@univ-reunion.fr), avec pour objet « Colloque Mouvements sociaux et politiques + Votre nom » avant le 15 juillet 2020, **prolongé au 31 juillet 2020**.

Les textes définitifs seront expertisés en double aveugle en vue d'une publication d'actes dans une collection de sciences humaines et sociales.

## **CALENDRIER**

Diffusion de l'appel à communications : 30 mars 2020

Limite d'envoi des propositions : lundi 15 juillet 2020, prolongé au vendredi 31 juillet 2020

Notification aux auteur.e.s : lundi 15 août 2020, prolongé au 31 août 2020

Colloque, dans le respect des règles sanitaires en vigueur : 22, 23 et 24 octobre 2020

Publication des actes : juin 2021

## **PRISE EN CHARGE**

Pour les colloquants dont la proposition de communication est validée par le Comité scientifique, les frais d'hébergement peuvent être pris en charge.

## **PARTENAIRES**

Ce projet est porté par les laboratoires de l'Université de la Réunion, le LCF avec le CREGUR ainsi que le partenariat scientifique de l'Association Océan Indien de Science Politique. Il s'agit de continuer à affirmer et construire un positionnement épistémologique singulier qui vise à interroger les phénomènes sociaux depuis l'Océan Indien. Le colloque est financé par l'Observatoire des Sociétés de l'Océan Indien, structure fédérative des laboratoires de l'Université de La Réunion (FED 4127). La Commission Nationale du Débat Public (CNDP), internationalement reconnue dans son expertise pour la mise en œuvre de procédures de démocratie participatives, est partenaire financier.

Comme en témoigne la composition des comités scientifiques et d'organisation du colloque, la pluridisciplinarité ainsi que la dimension régionale et internationale ont été privilégiées. Elle traduit également la volonté de nourrir les échanges entre les chercheurs des laboratoires de l'Université de la Réunion mobilisés et ceux d'une grande diversité de centres et organismes de recherche des chercheurs qui se sont engagés dans ce colloque.

## **RESPONSABLES SCIENTIFIQUES ET CONTACTS**

Grégoire MOLINATTI : [gregoire.molinatti@univ-reunion.fr](mailto:gregoire.molinatti@univ-reunion.fr)

Christiane RAFIDINARIVO : [christiane.rafidinarivo@sciencespo.fr](mailto:christiane.rafidinarivo@sciencespo.fr)

Bernard IDELSON : [bernard.idelson@univ-reunion.fr](mailto:bernard.idelson@univ-reunion.fr)

Laboratoire de Recherche sur les Espaces Créolophones et Francophones (LCF), Université de La Réunion.

## **COMITÉ SCIENTIFIQUE**

Igor BABOU, Professeur en sciences de l'information et de la communication, Université Paris Diderot, LADYSS

Fathallah DAGHMI, Maître de conférences en sciences de l'information et de la communication, Université de Poitiers, MIGRINTER

Fabrice FOLIO, Maître de conférences en géographie, Université de La Réunion, CREGUR

Martial FOUCAULT, Professeur en science politique, Sciences Po, CEVIPOF CNRS UMR 7048

Jean Michel FOURNIAU, Directeur de recherche en sociologie, Université Gustave Eiffel, GIS CNRS Démocratie et participation, EHESS, GSPR

Bernard IDELSON, Professeur en sciences de l'information et de la communication, Université de La Réunion, LCF  
Marie-Annick LAMY-GINER, Maître de conférences Habilité à diriger des recherches en géographie, Université de La Réunion, CREGUR  
Mylène LEBON-EYQUIEM, Professeur en sciences du langage, Université de La Réunion, LCF  
Marc LITS, Professeur en sciences de l'information et de la communication, Université Catholique de Louvain, SSH, ILC  
Valérie MAGDELAINE, Maître de conférences en littérature, Université de La Réunion, LCF  
Thierry MALBERT, Maître de conférences Habilité à diriger des recherches en sciences de l'éducation, Université de La Réunion, LCF  
Carpanin MARIMOUTOU, Professeur en littérature, Université de La Réunion, LCF  
Grégoire MOLINATTI, Maître de conférences en sciences de l'information et de la communication, Université de La Réunion, LCF  
Simon NGONO, Attaché temporaire d'enseignement et de recherche en sciences de l'information et de la communication, Université de La Réunion, LCF  
Christiane RAFIDINARIVO, Docteur Habilité à diriger des recherches, en science politique, Université de La Réunion, LCF, Sciences Po, CEVIPOF CNRS UMR 7048  
Davida RAJAON, Docteur en sciences économiques, Institut d'Études Politiques Madagascar, GODLAB  
Andry RAODINA, Docteur en science politique, Institut d'Études Politiques Madagascar, GODLAB  
Bernard REBER, Directeur de Recherche CNRS en philosophie, Sciences Po, CEVIPOF CNRS UMR 7048  
Laurent SERMET, Professeur en science politique, Institut d'Études Politiques Aix-en-Provence, CHERPA  
Jean-Philippe WATBLED, Professeur en sciences du langage, Université de La Réunion, LCF.

## **COMITÉ D'ORGANISATION**

Brian DEURVEILHER, Doctorant en sciences de l'information et de la communication, Université de La Réunion, LCF  
Fabrice FOLIO, MCF  
Bernard IDELSON, PR  
Delphine IMARA IVOULA, Doctorante en sciences de l'information et de la communication, Université de La Réunion, LCF  
Marie-Annick LAMY-GINER, MCF HDR  
Elodie LAURET, Attaché temporaire d'enseignement et de recherche en sciences de l'information et de la communication, Université de La Réunion, LCF  
Mylène LEBON-EYQUIEM, PR  
Grégoire MOLINATTI, MCF  
Simon NGONO, ATER  
Christiane RAFIDINARIVO, DrHDR  
Thierry SABATHIER, Ingénieur divisionnaire des travaux géographiques et cartographiques de l'État, IGN, Institut national de l'information géographique et forestière.